

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Mesures gouvernementales contre le Covid-19 : le statu quo !

CETTE nouvelle saisine du juge constitutionnel par le " Copil citoyen " suspend de facto l'application de l'arrêté 685 pris vendredi dernier par le ministre de l'Intérieur Lambert-Nöel Matha. Condamnant ainsi au surplace la politique de lutte contre le Covid-19 par le gouvernement gabonais.

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon



La décision de la Cour constitutionnelle est de nouveau attendue.

COMME pouvaient s'attendre de nombreux citoyens et spécialistes des questions de droit constitutionnel, la décision du gouvernement de rendre publique l'application de l'arrêté 685 sur les nouvelles mesures de lutte contre le Covid-19, est suspendue, à nouveau, depuis hier en matinée. Le Copil citoyen a déposé juste auparavant une nouvelle requête auprès de la Cour constitutionnelle. Joint au téléphone, l'un des membres du mouvement Copil Citoyen, l'ancien député de Moanda Jean-Valentin Leyama, nous a assuré qu'il ne " s'agit

que d'une requête parmi tant d'autres ". Pour lui, cette nouvelle initiative tient au fait que la Cour constitutionnelle, dans sa décision de vendredi, n'a pas abordé la question de fond posée par leur précédente saisine.

M. Leyama et les autres membres de cette plate-forme estiment en effet que le juge constitutionnel a botté en touche s'agissant de l'inégalité des citoyens contenue dans l'application de l'arrêté 685. Pour eux, l'arrêté en cause favorise la fracture

sociale. Car, en facturant les tests PCR pour obliger les gens à se faire vacciner, " c'est la discrimination par l'argent qui est mise en avant ". C'est dire, à les en croire, que l'argument sur l'anticonstitutionnalité de la décision du gouvernement est toujours d'actualité.

Pourtant, aux dires des autres spécialistes, la décision de l'équipe gouvernementale de faire appliquer les nouvelles mesures ne peut, en rien, être frappée d'inconstitutionnalité.

Ce d'autant plus que la loi sur les catastrophes naturelles, comme l'est le Covid-19, tient compte de la proportionnalité du danger couru par les populations.

Ils considèrent que le fait de s'être auto-saisie sur le vice de forme de l'arrêté gouvernemental a laissé la porte ouverte à d'autres saisines. Le pire étant que le gouvernement a pour seule obligation d'informer le Parlement sur l'arrêté pris. "Même si, à travers l'examen du budget de son département

ministériel, par les députés, Patrick Obiang avait abordé avec eux la question ", a indiqué notre source, qui a requis l'anonymat. Insistant sur le fait que les élus du peuple avaient rejeté le paiement des tests PCR. En tous les cas, de l'avis de tous, cette nouvelle suspension des nouvelles mesures contre le Covid-19 n'est pas de nature à conforter la politique du gouvernement en la matière. Et la bataille juridique enclenchée n'est pas près de s'arrêter. En attendant, la pandémie continue de faire de nouvelles victimes, et par milliers, au Gabon. Comme partout ailleurs, le fond du problème se trouve être l'idée de faire vacciner le maximum de personnes pour réduire considérablement le taux de propagation de cette maladie dont les mutations ne cessent d'inquiéter le monde avec des variants aux effets dévastateurs. Il va donc falloir attendre que ce débat devant la haute juridiction connaisse son épilogue pour que chacune des parties comprenne qu'il y a péril en la demeure, si elles ne mesurent pas ce qu'il convient d'appeler l'intérêt de tous dans une planète où le danger a été clairement identifié. Il ne sert à rien d'entrer dans des querelles qui n'ont pour seul avantage que de distraire les Gabonais sur l'essentiel : le Covid-19.

Contrepoint

La fin du bras de fer ?

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

LA requête introduite hier, auprès de la Cour constitutionnelle, par Geoffroy Fouboula Libeka Makosso et Justine Judith Lekogo, tendant à voir déclarer inconstitutionnelles certaines dispositions de l'arrêté 0685/PM du 24 décembre 2021 fixant les nouvelles mesures gouvernementales de prévention, de lutte et de riposte contre la propagation de la Covid-19 pourrait constituer la fin du bras de fer entre le

gouvernement et le Copil citoyen, mouvement auquel appartiennent les requérants. Un épilogue d'autant plus plausible que, laissent entendre certains juristes, cette fois-ci, la haute juridiction devrait statuer sur le fond. Quoi qu'il en soit, ce bras de fer tient en haleine depuis plusieurs semaines une bonne partie de l'opinion publique nationale. Surtout après les rebondissements survenus, vendredi dernier, marqués par l'annulation de l'arrêté 0559/PM par les juges constitutionnels. Et l'entrée en vigueur, dans

la foulée, de l'arrêté 0685/PM. Le gouvernement, tout comme les acteurs de la société civile, estimant être dans leur bon droit. Dans tous les cas, en application des dispositions de l'article 85 de la Constitution, la saisine de la Cour constitutionnelle entraîne ipso facto la suspension de l'application de l'arrêté 0685/PM. Entendu qu'au regard de l'urgence de la situation, elle dispose d'un délai de huit (8) jours pour statuer. Avec ceci que, précisent bon nombre de spécialistes, certains cas de figure pourraient se produire.

Si l'intégralité de l'acte querellé est censuré, il ne pourrait plus être appliqué. En revanche, poursuivent-ils, si une partie du texte est déclarée non-conforme à la Constitution et que la Cour l'estime séparable du texte, celui-ci pourra être appliqué tout en étant amputé. A contrario, si la haute juridiction indique qu'elle n'est pas séparable, un arrêté pourra être pris en intégrant les modifications de façon à ce qu'il soit conforme à la Constitution. C'est dire que la décision de la Cour constitutionnelle est très attendue.